

**Établissement Public Local d'Enseignement et de Formation
Professionnelle Agricoles du Loiret
Exploitation agricole Le Chesnoy**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**EPLEFPA du Loiret
2190 avenue d'Antibes
45200 AMILLY –
CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE BERGERIE
A L'EXPLOITATION AGRICOLE LE CHESNOY**

EPLEFPA du Loiret
2190 avenue d'Antibes
45200 AMILLY

Tél : 02 38 89 80 00

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché est un **marché public de travaux**, passé selon une **procédure adaptée (MAPA)** en application des articles **L.2123-1** et **R.2123-1** du Code de la commande publique.

Il a pour objet la **construction d'une nouvelle bergerie avec démolition de l'existante**, sur le site de l'exploitation agricole du Chesnoy, 2190 avenue d'Antibes, 45200 Amilly.

Le marché est régi par le **CCAG-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021**, auquel il n'est dérogé que par les stipulations expresses du présent CCAP.

1.2 - Décomposition du contrat

Le marché est décomposé en cinq lots :

- Lot 01 : Désamiantage
- Lot 02 : Gros œuvre (lot principal)
- Lot 03 : Charpente – Bardage – Menuiseries – Couverture
- Lot 04 : Électricité
- Lot 05 : Plomberie

Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché, par ordre de priorité décroissant, sont :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
2. Le présent CCAP
3. Le CCTP et ses annexes
4. L'offre financière et technique du titulaire
5. Le calendrier détaillé d'exécution approuvé

3 - Délai global d'exécution des prestations

3.1 Délai global

Le délai global d'exécution de l'ensemble des prestations est fixé à **5,5 mois**, période de préparation comprise.

3.2 Délais par lot

Les délais propres à chaque lot sont fixés dans l'acte d'engagement et le calendrier détaillé d'exécution.

Les délais commencent à courir à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux pour le lot concerné, conformément à l'article 18 du CCAG-Travaux 2021.

4 - Prix

4.1 Nature des prix

Les travaux sont rémunérés par un **prix global et forfaitaire**, conformément à l'acte d'engagement.

4.2 Actualisation des prix

Les prix sont **actualisables** dans les conditions prévues aux articles **R.2112-9 et R.2112-10** du Code de la commande publique.

L'actualisation est effectuée à l'aide de l'index **BT01 – Bâtiment tous corps d'état (base en vigueur)**, selon la formule suivante :

$C_n = \text{Index BT01 (mois } m-3) / \text{Index BT01 (mois } 0)$

5 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de **5 %** du montant initial du marché est appliquée conformément à l'article 32 du CCAG-Travaux 2021.

Elle peut être remplacée par une **garantie à première demande** ou, avec l'accord de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire.

6 - Avance

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles **R.2191-3 à R.2191-12** du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %** du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65 %** du montant du marché et s'achève à **80 %**.

Lorsque l'avance excède **30 %** du montant du marché, elle est subordonnée à la constitution d'une garantie à première demande.

7 - Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont celles prévues au **chapitre 3 du CCAG-Travaux 2021**.

Le délai global de paiement est fixé à **30 jours** à compter de la réception des demandes de paiement.

En cas de retard, des intérêts moratoires sont dus dans les conditions prévues aux articles **L.2192-10 et R.2192-31** du Code de la commande publique, assortis de l'indemnité forfaitaire de 40 €.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées conformément :

- au **CCAG-Travaux 2021**,
- au **CCTP**, qui définit les prescriptions techniques par lot,
- aux normes, DTU et règles de l'art **en vigueur à la date de remise des offres**, sauf évolution réglementaire impérative,
- aux prescriptions du coordonnateur SPS.

Les exigences du CCTP n'ont ni pour objet ni pour effet d'aggraver les responsabilités légales et contractuelles du titulaire au-delà de celles prévues par le CCAG-Travaux 2021.

Chaque titulaire est tenu de remettre un **PPSPS** dans les délais réglementaires et demeure responsable de la sécurité de ses salariés, **sans se substituer au coordonnateur SPS**.

9 - Réception des travaux

La réception des travaux est prononcée dans les conditions prévues aux **articles 41 à 44 du CCAG-Travaux 2021**.

Elle peut être prononcée **avec ou sans réserves**.

Chaque titulaire avise le maître d'œuvre de l'achèvement des travaux relevant de son lot.

Les prescriptions techniques du CCTP ne peuvent subordonner la réception à une conformité totale sans réserve.

10 - Garantie des prestations

Les travaux sont soumis :

- à la **garantie de parfait achèvement** d'un an prévue à l'article 44 du CCAG-Travaux 2021,
- aux garanties légales de bon fonctionnement et décennale prévues par le Code civil.

Toute obligation de garantie figurant au CCTP s'entend **dans les limites des garanties légales et contractuelles applicables**.

11 Pénalité

En cas de retard imputable au titulaire, des pénalités sont appliquées conformément à l'article **20 du CCAG-Travaux 2021**.

Les pénalités prévues au CCTP (DOE, documents d'exécution, présence aux réunions) ont le caractère de **pénalités contractuelles** et ne peuvent faire obstacle ni à la réception ni au règlement du solde.

Le montant total des pénalités est plafonné à **10 % du montant HT du marché**.

12 - Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution, de la souscription des assurances responsabilité civile et décennale prévues à l'article 8 du CCAG-Travaux 2021.

13 - Conditions de résiliation

La résiliation du marché intervient dans les conditions prévues aux **articles 45 à 49 du CCAG-Travaux 2021**.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité calculée conformément à l'article 46 du CCAG-Travaux 2021.

14 - Règlement des litiges et langues

Tout litige relatif à l'exécution du marché relève de la compétence exclusive du **Tribunal administratif d'Orléans**.

La langue française est la seule langue faisant foi pour l'exécution du marché.